

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 33 – 8 septembre 2022

En bref

Le niveau du taux de chômage en Amérique latine et dans les Caraïbes atteint 7,9 % et retrouve ainsi ses niveaux pré-pandémie. Toutefois, le marché du travail reste confronté à deux défis majeurs : l’informalité (qui concerne la

moitié des personnes employées dans la zone) et l’incertitude liée à la guerre en Ukraine. La situation économique de la région est marquée par une très forte inflation et de faibles taux de croissance, qui pourraient contribuer à l’augmentation du chômage et de l’informalité, ainsi qu’à une précarisation des emplois formels d’ici la fin de l’année en cas de stagnation des salaires, selon l’Organisation internationale du travail.

LE CHIFFRE À RETENIR

7,9 %

C’est le niveau de chômage dans la région au Q1 2022.



**Organisation
internationale
du Travail**

Zoom sur : Le dérèglement climatique, une des principales causes de migration dans la région.

Entre 1998 et 2020, plus de 277 millions de personnes ont été directement affectées par des phénomènes climatiques ou géophysiques en Amérique latine et dans les Caraïbes, ayant causé le décès de 312 000 d’entre elles. Du fait des événements extrêmes liés au dérèglement climatique (sécheresses ; ouragans ; vagues de chaleur ; pluies torrentielles ; etc) il est estimé que près de 17 millions d’habitants de la zone migreront à l’intérieur ou à l’extérieur de la région d’ici 2050. En effet, ces événements favorisent l’insécurité alimentaire et la pauvreté et poussent ainsi à la migration. Face à cette situation, les villes essaient de s’adapter et de s’aligner avec les Accords de Paris. Ainsi huit villes latino-américaines, dont cinq capitales (Buenos Aires, Bogota, Quito, Mexico et Lima) ont été primées par WWF pour leur action climatique.



BOLIVIE

Le Sénat approuve un financement de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) de 79 MUSD pour des projets d'eau et assainissement.

Il s'agit d'un financement pour le « Programme d'eau et assainissement pour les villes intermédiaires et mineures » qui sera mis en œuvre par le ministère de l'Environnement et de l'Eau (MMAyA). Les bénéficiaires potentiels sont les collectivités locales avec une couverture des services d'eau et d'assainissement inférieure à 50 % et avec une population de 20 000 habitants maximum. Ce financement pourra porter sur des projets de construction, de réhabilitation, de restitution et d'élargissement des systèmes d'eau potable, des réseaux d'égouts et des usines de traitements d'eaux résiduelles, entre autres.

COLOMBIE

Le chômage diminue et s'établit à 11 % en juillet.

Il retrouve ainsi ses niveaux pré-pandémie (13,1 % en juillet 2021 et 10,7 % en juillet 2019). Le nombre de personnes au chômage se situe à 2,7 millions, soit 344 000 de moins qu'en juillet 2021. Ces améliorations sont principalement tirées par les grandes villes du pays : 323 000 personnes sont sorties du chômage par rapport à juillet 2021 dans ces zones urbaines. Le taux

d'emploi est quant à lui en augmentation de près de 3,4 % face à juillet 2021 et se situe à 56,5 %. L'emploi des femmes a notamment cru 2,6 fois plus que celui des hommes, même s'il concerne des emplois plus précaires que ceux des hommes. Ces données doivent toutefois être analysées avec précaution : le marché du travail colombien souffre d'une forte informalité, à 58 % de la population active. La baisse du taux d'informalité de 2,1 pt% en glissement annuel va dans le même sens que la baisse du chômage et sont les signes d'une amélioration des conditions sur le marché de l'emploi colombien.

L'inflation s'élève à 10,8 % en glissement annuel en août et à 12,7 % pour les foyers les plus pauvres.

Elle est ainsi à son plus haut niveau depuis 1999 et en augmentation de 6,4 points par rapport à août 2021, lorsqu'elle se situait à 4,4 %. La hausse de l'inflation est principalement tirée par la hausse du prix des aliments et des boissons non-alcoolisées (dont l'inflation se situe à 25,6 % par rapport à août 2021), ainsi que le logement et les services publics. Selon l'OCDE, la Colombie est ainsi le cinquième pays du monde avec la plus forte inflation portant sur les aliments. Pour les foyers les plus pauvres, sensibles à l'inflation, cette dernière se situe à 12,7 %, (vs. 9,3 % pour les foyers à hauts revenus). Les personnes souffrant de pauvreté monétaire représentent plus de 39 % de la population, soit près de 19,6 millions de personnes. Pour faire face à l'augmentation des prix des produits alimentaires liée à la hausse des prix des fertilisants importés de Russie, le ministère de l'Agriculture colombien envisage



de demander un crédit d'urgence de 50 MUSD à la Banque mondiale. Il serait orienté vers l'achat de fertilisants.

La Colombie est le 13^{ème} pays de l'OCDE en termes d'importance des énergies renouvelables au sein de son mix énergétique.

Avec un mix énergétique à 25 % renouvelable selon l'OCDE, la Colombie se place derrière l'Islande (90 %), la Norvège (51 %) ou encore le Costa Rica (50,5 %), mais devant la Suisse, l'Italie, le Canada ou l'Espagne. Le pourcentage prend en compte les infrastructures dont l'énergie primaire provient de l'hydroélectricité, de la géothermie, du solaire, de l'éolien ou encore des biocombustibles.

Les exportations augmentent de plus de 70 % en juillet du fait de la vente de combustibles.

Les exportations en juillet s'élevaient à 5,9 Mds USD, ce qui représente une croissance de 72 % par rapport à juillet 2021. La Colombie dépasse de fait ses niveaux pré-pandémie. Ces résultats sont tirés par la hausse de la vente de combustibles (dont les exportations en valeur sont multipliées par 2,5). Sur l'ensemble de l'année 2022, les exportations ont cru de 60 % et s'élèvent à 34,6 Mds USD. Les exportations de combustibles et de produits des industries extractives se situent à 19,7 Mds USD et ont été multipliées par deux grâce à l'augmentation des exportations de pétrole et de produits dérivés de ce dernier, notamment dans le cadre de la hausse des prix des énergies fossiles liée aux sanctions contre la Russie des Etats-Unis.

ÉQUATEUR

L'exploitation pétrolière est suspendue dans certaines zones.

Le gouvernement et le mouvement indigène ont annoncé un accord préliminaire dans le cadre des négociations instaurées suite aux manifestations du mois de juin. Cet accord consiste à suspendre de manière temporaire l'exploitation de 16 blocs pétroliers dans le sud-ouest du pays, qui était prévue dans les prochains mois. Le gouvernement suspendra par ailleurs l'approbation de nouveaux projets pétroliers situés dans des zones de protection environnementale en Amazonie, ainsi que toute nouvelle licence d'exploitation minière.

L'inflation au mois d'août atteint 3,8 % en glissement annuel.

En août 2022, l'inflation mensuelle a stagné par rapport au mois de juillet 2022. L'augmentation de l'inflation en g.a s'est établie à 3,8 % et celle de l'inflation cumulée depuis le début de l'année a été de 3,1 %. Les postes « transport » (1,1 %) et « alimentation » (1,3 %) ont le plus fortement contribué l'inflation en août 2022. Le prix du panier de la ménagère s'est par ailleurs établi à 754 USD et sur l'hypothèse d'un revenu mensuel d'un ménage (1,6 salaires de base) de 793 USD.

GUYANA

Le secteur pétrolier a cru de 73,5 % au S1 2022.

La production s'est établie à 34,6 millions de barils du fait du début de l'exploitation d'une unité flottante Liza en février. La croissance du pays s'établit ainsi à 36,4 % au S1 2022 selon le rapport semestriel du gouvernement. Le gouvernement a reçu 307 MUSD de revenus pétroliers et 37 MUSD de redevance. Le Fonds pour les Ressources Naturelles (FRN), qui a pour objectif de conserver une partie des revenus pétroliers pour les futures générations et pour le développement durable du pays, s'établit à 753 MUSD, après un retrait de 200 MUSD en mai de la part du gouvernement pour appuyer le budget de l'Etat.

PÉROU

Les titres de la compagnie pétrolière publique Petroperú ont été recalifiés en « *junk bonds* » par l'agence de notation Fitch.

L'agence a dégradé la note créditrice de l'entreprise publique de BBB- à BB+ avec une perspective négative. Les raisons citées sont un affaiblissement de la liquidité de l'entreprise, un manque de soutien du gouvernement et une incertitude liée à la capacité à maintenir ses lignes de crédit (actuellement 1,2 Md sur 2,9 Mds USD de lignes de crédit renouvelables sont en cours évaluation). Cette décision survient après des dégradations de ces mêmes titres par

S&P en mars (qui les considère depuis comme des « *junk bonds* ») et de Moody's en avril (les maintenant toutefois en catégorie d'investissement). Pour rappel, ces premières dégradations ont été déclenchées suite au refus de PwC d'auditer les comptes de Petroperú qui exigeait une clause de confidentialité, provoquant une crise de confiance et semant le doute sur la transparence de la gestion de Petroperú. Ceci a également été pris en compte par Fitch qui considère également que le soutien de l'État péruvien, avec un prêt de 750 MUSD, est insuffisant. La nouvelle direction de Petroperú est en négociation avec ses créiteurs pour éviter un remboursement anticipé de sa dette de 3 Mds USD en obligations et 1,3 Mds USD en crédits (le remboursement anticipé peut s'effectuer si l'entreprise perd son grade d'investissement). Selon Fitch, l'entreprise peut améliorer sa notation si elle réussit à faire auditer ses comptes, obtient plus de soutien de l'État et si ce dernier maintient son grade d'investissement. A. Thorne, ancien ministre de l'Économie, considère toutefois que l'État péruvien compromettrait son propre grade d'investissement s'il s'engageait à un éventuel sauvetage de l'entreprise.

L'Argentine demande d'entamer des consultations avec le Pérou à l'OMC au sujet des mesures douanières portant sur le diesel.

Selon l'Argentine, l'enquête commerciale réalisée par le Pérou sur les droits *antidumping* et tarifs douaniers compensatoires imposés par le Pérou au diesel argentin violent les accords de l'OMC, notamment celui portant sur les subventions et les mesures compensatoires



(SMC). Un délai de 60 jours a été établi pour permettre des négociations bilatérales afin d'éviter un litige et un éventuel panel OMC.

SURINAME

Face à l'inflation croissante, le gouvernement souhaite négocier de nouveau avec le FMI.

Le Président Santokhi s'est réuni mardi avec l'équipe du FMI au Suriname concernant la mise à jour du calendrier du programme EFF (*Extended Fund Facility*, Mécanisme Elargi De Crédit en français). Le gouvernement a alors échangé concernant l'ajustement du programme qui a été signé avant la guerre en Ukraine et la hausse de l'inflation sur les produits importés.

Staatsolie, l'entreprise publique de pétrole et de gaz du pays, compte dépenser près de 1,5 Mds USD d'ici 2027 pour favoriser les investissements dans le secteur.

La majorité des investissements du programme de 5 ans seraient dirigés vers les exploitations *offshores*. Une partie des fonds serait aussi utilisée pour développer les énergies renouvelables. Staatsolie continue d'explorer des blocs en eaux profondes et évalue les réserves *offshores* à près de 30 milliards de barils pétrole, sans préciser si toutes ces ressources seraient exploitables.

Alors que le Président n'a toujours pas accepté la demande de démission du ministre des Finances, l'attaché du ministre dépose également sa décision.

Viren Ajodhia a ainsi présenté sa démission pour « raisons personnelles ». Le ministre des Finances, Armand Achaibersing a quant à lui annoncé qu'il conserverait son poste encore quelques semaines, à la demande du Président Santokhi.

VENEZUELA

La Colombie et le Venezuela continuent de se rapprocher.

Après l'arrivée d'Ambassadeurs dans les deux pays et leurs rencontres avec les chefs d'Etat respectifs, les pays continuent de se rapprocher sur plusieurs thématiques. Nicolas Maduro et Gustavo Petro (le nouveau président de la Colombie à l'initiative de ce rapprochement) devraient ainsi se rencontrer en octobre. Gustavo Petro a également proposé à la Communauté andine (CAN) de réintégrer le Venezuela à l'organisation. D'un point de vue économique, le nouvel Ambassadeur colombien Armando Benedetti a annoncé que la gestion de Monomeros (une entreprise de fertilisants dont les membres du conseil administratif sont pour le moment choisis par Juan Gaido) passera aux mains de Nicolas Maduro. Par ailleurs, la frontière devrait rouvrir prochainement et les échanges économiques devraient reprendre. Nicolas Maduro a notamment proposé la mise en place d'une



zone économique bilatérale spéciale le long de la frontière. La coopération judiciaire devrait également être rétablie entre les deux pays et le nouvel Ambassadeur vénézuélien en Colombie, Félix Plasencia, a annoncé vouloir travailler en priorité sur la question des migrants vénézuéliens en Colombie.

L'inflation en glissement annuel se situe à 153 % selon l'Observatoire Vénézuélien des Finances (OVF).

C'est le plus haut niveau enregistré dans le monde. L'inflation mensuelle s'élève à 17,3 %, soit son plus haut niveau sur les douze derniers mois. Selon l'OVF, cette forte hausse de l'inflation en août a été causée par l'augmentation des dépenses publiques et la forte dévaluation (de 36 %) du VEF vis-à-vis du dollar. La valeur du panier alimentaire de base a quant à elle atteint 371USD, en légère baisse (-5 % vs. juillet 2022) tandis que le salaire minimum moyen s'établissait à 16 USD.

Les exportations de PDVSA, l'entreprise publique de pétrole et de gaz du pays, augmentent de 22% en août 2022 par rapport à août 2021.

Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des envois vers la Chine et vers Cuba. La production du pays a connu de fortes fluctuations durant l'année du fait des coupures fréquentes de courant.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2019	Variation en g.a. en juillet
BOLIVIE	11,96	40,9	6,1	4	-2,8	83,9	107	2
COLOMBIE	51,6	271,6	10,6	3,8	-4,4	67,6	83	10,2
EQUATEUR	18	109,98	4,2	3,5	1,7	59,9	86	3,9
GUYANA	0,792	9,8	19,9	48,7	13,7	36,2	122	5,7
PEROU	34,2	231,7	13,3	4,6	0,1	36,8	79	8,4
SURINAME	0,617	2,9	-3,5	1,5	-1,6	137,5	97	49,2
VENEZUELA	26,9	n.a*	-5	-3	-0,7	n.a	113	137,1
ARGENTINE	45,8	483,8	10,3	2,5	0,8	n.a	46	71
BRESIL	213,9	1810,6	4,6	1,5	-1,7	90,2	84	10,1
CHILI	19,9	352,7	11,7	2,5	-2,2	37,3	43	13,1
MEXIQUE	130,1	1371,6	4,8	4,0	-0,3	60,1	74	8,2

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD.

* 43,5 Mds USD selon des économistes indépendants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international